

SELLAL A ANNONCÉ LA CANDIDATURE DU PRÉSIDENT SORTANT

Bouteflika face à qui ?

Le suspense autour de la candidature de Bouteflika, à l'évidence sciemment entretenu, est désormais levé. Comble du paradoxe cependant, l'annonce de candidature, qui devait être l'œuvre du concerné de la manière qu'il aurait souhaitée, a été faite, hier samedi, par le Premier ministre qui, de par sa fonction, officie également en tant que président de la Commission nationale d'organisation de l'élection présidentielle.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Moins de quarante-huit après l'émission de la directive présidentielle instruisant les intervenants dans le processus électoral de s'astreindre à la stricte neutralité, un premier impair est commis. Et par qui ? Par le président de la Commission nationale d'organisation de l'élection présidentielle, le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui, en visite de travail officielle à Oran, s'est chargé d'annoncer la candidature de Bouteflika à l'élection présidentielle du 17 avril prochain. Cela se lit comme un alignement de l'administration gouvernementale derrière l'engagement de Bouteflika à briger un 4^e mandat d'affilée. On n'a pas souvenir que ce même Sellal, à qui sa fonction de président de la Commission nationale d'organisation de l'élection présidentielle interdisait de s'ériger en chargé de communication ou de porte-parole d'un candidat, a accouru devant la presse, comme il l'a fait hier, pour annoncer la candidatu-

re d'un autre prétendant à la compétition électorale.

La sortie de Sellal augure d'une compétition électorale fermée où les jeux sont apparemment biaisés. Ce n'est qu'une fois l'annonce de Sellal ait fait le tour de la toile et des chaumières que la présidence de la République daigne enfin, à travers l'agence officielle APS, informer que Bouteflika a procédé la matinée même au dépôt de sa lettre d'intention auprès du ministère de l'Intérieur et retiré les formulaires de souscription.

Agé de 76 ans, victime d'un AVC en date du 27 avril 2013 et qui le contraint depuis à une stricte convalescence, Abdelaziz Bouteflika ne s'est pas présenté personnellement devant les services idoines du département de l'intérieur. Il a mandaté une autre personne pour accomplir cette formalité qui vaut acte solennel de candidat à la candidature.

De source fiable, on apprend que c'est au frère cadet, Saïd Bouteflika, que le Président sortant a confié cette mission. Cette

fois-ci, Bouteflika, impotent, s'est résumé, obligé par son état de santé, à informer de son intention de se porter candidat par un communiqué, contrairement à 2009 où, pour l'annonce de sa candidature, il avait réuni ses partisans dans un grand show à la coupole Mohamed-Boudiaf.

Cette capacité à haranguer les foules, c'était avant. D'ailleurs, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a travaillé à préparer l'opinion à une campagne électorale de Bouteflika sans Bouteflika. C'est ce qu'il a dit à Oran. En cela, la campagne électorale qui s'ouvrira officiellement en mars prochain sera inédite. On n'en trouvera nulle trace dans les annales de campagnes électorales depuis que l'homme s'est inventé la politique comme instrument d'accès au pouvoir.

C'est un Bouteflika, qui a eu du mal à finir comme il se devait le troisième mandat — il n'a pas eu d'activités publiques depuis plusieurs mois — qui postule donc à se pérenniser à la tête de l'Etat. Il postule pour un mandat porteur de risques, tant est que, quoi que tentent de rassurer ses partisans, il ne peut, suite aux séquelles de son AVC, assumer une aussi lourde charge. Il est fort à craindre que cette représentation, dictée par un amour maladif du pouvoir, soit un saut



Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid

dans l'inconnu. Pour le moins, la République s'en sentira fortement éprouvée. Car, en fait, la grande question qui se pose est celle de savoir qui exercera réellement le pouvoir si Bouteflika vient à être réélu.

La révision de la Constitution, un projet différé conséquemment à la maladie de Bouteflika, devrait intégrer le poste de vice-président de la République. Un vice-président qui pourrait hériter de la charge d'assumer la fonction présidentielle sans être élu. D'ailleurs, c'est cette perspective

que le passage en force de Bouteflika lors de l'élection présidentielle qui a mis aux prises les différents segments du système, des querelles et polémiques qui sont allées crescendo depuis septembre dernier.

Le viol de la Constitution en novembre 2008 a ouvert la voie devant tous les violés. Reste maintenant à savoir si les candidats déclarés maintiendront toujours de vouloir concourir dans une compétition qui s'annonce biaisée.

S. A. I.

SELLAL À PARTIR D'ORAN :

«Je vous annonce officiellement la candidature de M. Bouteflika pour les présidentielles»

Contrairement à ses précédentes réactions de lassitude face à l'éternelle question que pose la presse au Premier ministre Abdelmalek Sellal quant à la candidature ou pas pour un quatrième mandat pour l'actuel président Abdelaziz Bouteflika, hier à partir d'Oran, en marge de la conférence africaine sur l'économie verte, M. Sellal semblait au contraire attendre précisément que cette question lui soit posée puisqu'il a répondu directement sans aucun détour. «Depuis ce matin, on ne cesse de me poser la question et là, je vais vous répondre de manière officielle : oui M. Bouteflika va se présenter en tant que candidat pour les présidentielles du 17 avril 2014.» L'intervenant précise à la presse que cette candidature prendra effet dès aujourd'hui, avec le retrait du dossier de candidature.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Le Premier ministre explique cette décision du candidat à l'élection présidentielle par soucis de conscience qui, dit-il, lui a dicté de se présenter pour un quatrième mandat, «nous avons besoin de son expérience et de sa vision lointaine». Face à la situation que connaît le pays et ce qui se passe autour, il fallait, dit-il «se montrer au-dessus de tout, il ne s'agit pas là d'ambition personnelle mais il est question de poursuivre et de valoriser le développement de l'Algérie dans tous les secteurs».

La question que chacun se pose est celle de savoir si le président candidat a les capacités physiques pour mener un quatrième mandat. Là encore, le

Premier ministre aura une réponse directe «en vérité, sa santé s'est améliorée, certes il ne peut pas tout gérer lui-même, mais je peux vous assurer que son intelligence est intacte et bien meilleure que bon nombre de citoyens et citoyennes».

Dans la mesure où M. Bouteflika ne peut pas assumer toutes ses responsabilités en personne, comment pourra-t-il mener dans ce cas la campagne électorale ? A cette question, le Premier ministre s'est voulu «rassurant» «le président candidat a des hommes autour de lui qui pourront mener la campagne et c'est une pratique connue dans le monde, lui n'est pas obligé d'être tout le temps au-devant de la scène. L'essentiel, c'est qu'au-



Sellal en directeur de campagne de Bouteflika.

Photo : Samir Sid

jourd'hui nous allons compter sur Dieu et être avec lui et que tous les hommes qui aiment le pays seront derrière le président candidat».

La question de la santé du président candidat ayant de nouveau été posée lors du point de presse, M. Abdelmalek Sellal a tenu à être encore plus clair et donnait plus l'impression d'être un directeur de campagne qui défend son candidat : «Le président Bouteflika va se présenter aux élections présidentielles, il a

encore le délai jusqu'au 3 mars pour remplir l'ensemble des documents nécessaires. Vous me parlez de ses capacités, je vous ai dit clairement et nettement qu'il a toutes ses capacités intellectuelles, qu'il a toute l'expérience nécessaire et utile pour notre pays, qui a réussi depuis quelques années à recouvrer sa stabilité, sa sécurité même économique qui est en train de s'améliorer. Notre inflation est retombée, nos réserves sont correctes, il y a un acquis très impor-

tant qu'il faudrait consolider au moment où il y a de nouveaux défis qui se posent au pays.» Et de poursuivre encore plus dans la description du président candidat «c'est une personnalité qui possède toutes ses capacités intellectuelles, qui a la vision nécessaire, qui a la capacité de gouverner le pays. Maintenant vous me parlez de la campagne, dans tous les pays du monde, c'est une équipe autour du candidat qui établit lui-même son programme».

Et d'abonder dans ce sens comme pour confirmer, une fois encore, que le président candidat a toutes ses capacités intellectuelles, «vous avez vu son message lors de la journée du Chahid, j'espère que vous avez reconnu son style, il l'a rédigé lui-même. Jusqu'à preuve du contraire, depuis une année où je suis Premier ministre et lui président, il avait quelque problème de santé, le pays a déraillé ? Au contraire, il a géré le pays le plus normalement du monde. Pourquoi être pessimiste ?»

Et de conclure : «Nous sommes avec lui et nous le suivrons, c'est un homme qui est en symbiose avec son peuple... Que le meilleur l'emporte.»

A. B.